

Deuxième Conférence Mondiale sur le Café

Salvador de Bahia, Brésil, 23-25 Septembre 2005

Session 1 : Leçons de la crise du café

Crise du café : perspectives africaines

Madame ACQUAH Assouan Amouan
Conseiller Spécial pour les Matières premières Agricoles
Cabinet du Premier Ministre
République de Côte d'Ivoire

Monsieur le Président,
Honorables Délégués,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais adresser mes vifs remerciements au Gouvernement brésilien qui me fait l'insigne honneur de m'inviter à cette importante conférence mondiale sur le café. Je ressens l'opportunité qui m'est offerte, de participer à ce panel de discussion sur les leçons de la crise caféière, comme un privilège infini et un grand honneur fait, à mon pays la Côte d'Ivoire.

Je voudrais remercier et féliciter toutes les organisations nationales des pays producteurs et consommateurs de café, qui ont contribué à la tenue de cette conférence.

Leçons de la crise du café : tel est le thème autour duquel nous sommes appelés à échanger.

Je voudrais vous livrer, ici condensés, mes constats, remarques et suggestions sur le thème.

A LES FONDEMENTS DE LA CRISE

L'observation des données historiques, indique que la crise, née des bas niveaux des prix, est un phénomène récurrent sur le marché du café. Les facteurs fondamentaux liés à l'offre et à la demande sont déterminants dans la formation et dans l'évolution des prix, bien que parfois, des éléments exogènes modifient profondément leur impact. Il ressort donc, que les niveaux de prix, dépendent de la dynamique de cet équilibre, entre l'offre et la demande. Juste pour dire que cette crise est engendrée par une situation où l'offre était constamment supérieure à la demande depuis environ 5 ans.

C'est seulement vers la fin de l'année 2004 que la situation a commencé à s'améliorer. En effet, la production mondiale était d'environ 113 millions de sacs au cours de la campagne 2004/05 alors que la consommation mondiale est estimée à 114,4 millions de sacs. En tenant compte de la production pendant la campagne 2003/04 qui était de 104,7 millions de sacs, il apparaît clairement un déficit cumulé qui ont dû mettre la pression sur les stocks. C'est dans ce cadre que nous constatons ce redressement sur le marché depuis la fin de l'année 2004. Cependant, cette situation peut se renverser dès lors que les récoltes deviennent abondantes à nouveau et que l'offre est

supérieure à la demande. C'est le lieu de rappeler qu'en l'absence de mécanisme de régulation, les pays exportateurs sont contraints de se plier à cette chassée croisée entre l'offre et de la demande.

Pendant plus de 5 ans, disais-je, la crise née des bas niveaux des prix mondiaux- niveau jamais enregistré dans l'histoire du marché du café- a ébranlé les fondations de l'économie des pays exportateurs de café. Cette crise a atteint des proportions alarmantes en 2001 lorsque le prix indicatif composé de l'OIC est tombé à une moyenne annuelle de 45,59 cents Etats-Unis la livre. La valeur des exportations annuelles de l'ensemble des pays producteurs de café avait constamment baissé au cours de cette longue période de crise passant de 13 milliards de Dollars des Etats-Unis en 1997 à environ 5 milliards en 2001, 2002 et 2003. Cette dernière chute des prix restera un phénomène inédit au regard de son ampleur, du changement de nature de la corrélation avec les fondamentaux et des conséquences dans les pays producteurs. Même si, depuis la fin de l'année 2004, les prix des cafés ont imprimé une nouvelle dynamique dans leur évolution, celle d'une tendance haussière qui se confirme et nous fait penser que la crise est passée, les effets négatifs sur la filière continuent de se manifester.

C'est le cas en Côte d'Ivoire où l'entretien des plantations reste une préoccupation, parce que les producteurs hésitent à croire à une remontée durable des prix. Il convient de noter que, face à cette crise, les producteurs se sont retrouvés dans une situation plus qu'inconfortable.

Dans les années 60 et 70, lorsque le marché était organisé avec l'existence de clause économique dans les accords, on vantait les mérites de cette coopération qui profitait aussi bien aux pays producteurs qu'aux pays consommateurs. Les statistiques nous montrent que les prix se sont maintenus, malgré les volumes record au cours de cette période. Dans l'Accord international sur le café de 1983, dernier accord comportant des clauses économiques qui ont été suspendues en juillet 1989, la fourchette de prix défendue était comprise entre 120 et 140 cents EU la livre. Les producteurs bénéficiaient de ressources régulières et les torréfacteurs, dans les pays importateurs, pouvaient disposer d'approvisionnements appropriés en quantité et en qualité à des prix que l'on peut qualifier d'équitable dans la mesure où une fourchette de prix était imposée par l'accord. L'Etat, grâce aux revenus tirés du café, assumait sans grande difficulté sa fonction de développement par la construction d'écoles, de routes, d'hôpitaux, par l'encadrement des producteurs en majorité analphabètes, etc.

Depuis la dérégulation du marché des matières premières au début des années 1990, la loi de la jungle connaît ses plus beaux jours avec l'amplification de l'érosion des prix et la détérioration des termes d'échange. Dans le même temps, les politiques, les sociologues, les économistes, les écologistes et les défenseurs de l'environnement et du développement durable, tous, prônent la nécessité absolue de placer **l'homme au centre du développement**.

En Afrique, le phénomène de la régression de l'industrie caféière ne date pas d'aujourd'hui. La récente crise a contribué à accentuer les effets négatifs sur les économies des pays fortement dépendants du café. En effet, sur ce continent, essentiellement agricole, les revenus des producteurs baissent proportionnellement à la baisse de la production, de la productivité, du prix bord champ, et à l'inexistence des aides indirectes que sont l'encadrement, la distribution de produits phytosanitaires, etc. La conséquence de cette baisse généralisée est l'accroissement de la pauvreté et de la misère. Comment s'étonner dès lors que la misère s'exporte et fait de plus en plus miroiter le bonheur facile dans les pays riches et que les candidats à l'immigration soient de plus en plus nombreux ?

Non les charters des expulsions ne sont pas la solution au problème. Il faut promouvoir la solidarité de développement de tous les peuples sans exception pour freiner l'émigration des pauvres vers les riches.

B LES EFFETS NEGATIFS DE LA CHUTE DES COURS

B-1- Une production en baisse constante:

L'Afrique possède des sols et des climats propices à la culture du café sur d'immenses superficies.

Les statistiques de l'Organisation Internationale du Café indiquent qu'il y a **35 ans** la production africaine était de l'ordre de 20,03 millions de sacs, représentant environ **34,40% de la production mondiale et une part de 33,50% du marché mondial**. Aujourd'hui la production africaine est inférieure à 15 millions de sacs, soit **13,6%** de la production mondiale avec une **part de marché de 12,53%**.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à cette perte de compétitivité au niveau de la production. Outre les conflits sociaux qui ont détruit ou affaibli l'industrie caféière dans certains des 25 pays producteurs d'Afrique, il y a principalement, l'arrêt des fronts pionniers, le vieillissement des vergers en l'absence de nouveaux investissements et la dégradation constante de l'écosystème par la déforestation et l'érosion des sols.

En effet, dans les pays africains, la production nationale s'est développée grâce à une croissance extensive exploitant la fertilité naturelle des terres vierges. C'est le lieu ici d'indiquer que la café-culture dans les pays africains **est biologique par défaut**. Aussi, en l'absence de gains de productivité, la croissance de la production était-elle proportionnelle aux extensions de surfaces en caféières et à la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante dans le secteur (le café étant grand consommateur de main d'œuvre). Le ralentissement de l'avancée des fronts pionniers s'est traduit par une baisse de la production.

Nous avons le cas de la Côte d'Ivoire qui, de premier pays exportateur mondial de Robusta avec environ 4 millions de sacs dès les années 70, occupe la **8ème** place aujourd'hui avec à peine 1,9 millions de sacs. Cette baisse est liée au fait que depuis le début des années 80, l'investissement dans de nouvelles plantations de café ne compense plus le vieillissement du verger. Rappelons que les premières plantations caféières ivoiriennes datent des années 56-60. La majorité des vergers caféiers a largement dépassé le seuil de vie économique qui est de 25 ans.

B-2- Une qualité des cafés en constante détérioration

A ce problème de baisse constante de la production, s'ajoute celui de la réduction de la qualité de nombreux cafés d'Afrique. La qualité intrinsèque du produit s'est détériorée avec le désengagement de l'Etat de la filière suscitée par les différents plans d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Ces différents plans d'ajustement ont supprimé les services d'encadrement des producteurs qualifiés de budgétivores. Mais cette détérioration est aussi la conséquence du vieillissement des vergers, de la médiocre maintenance des plantations dont le traitement est réduit à sa plus simple expression, d'un service de conditionnement et de transport inefficace et de l'absence de prime à la qualité au moment de l'achat du produit aux producteurs. En Côte d'Ivoire, collecteurs et exportateurs achètent le tout venant à un prix unique. Ainsi la qualité n'est pas récompensée au niveau du producteur, d'où la prolifération des nombreux défauts et matières étrangères.

B-3- Un accès difficile au financement

L'accès au crédit est presque fermé aux producteurs considérés comme non solvables par les banques dites commerciales, les divers plans d'ajustement ayant conduit à la dissolution des banques de développement qui cadraient parfaitement avec l'environnement agricole des pays africains. En outre, lorsque le crédit est disponible, les taux d'intérêt pratiqués sont prohibitifs. Aussi, en l'absence d'un encadrement financier et de la disponibilité même du crédit, le producteur africain n'investit pas ou investit très peu. La conséquence se traduit sur le terrain par les plantations non entretenues, un rendement faible, une production en baisse constante et une qualité qui se détériore.

B-4- Un manque à gagner pour l'Etat

Le manque à gagner résultant de la baisse des prix du café dans les pays producteurs a eu pour conséquences :

- Le déséquilibre des finances publiques
- Le manque de mesures d'accompagnement pour assurer l'encadrement des producteurs ;
- La crise au niveau des programmes de recherche et de vulgarisation des résultats pour améliorer la productivité et la compétitivité.;

B-5- Un environnement social dégradé

La baisse de revenus des producteurs a entraîné l'abandon de nombreuses exploitations agricoles et favorisé l'exode rural qui est de plus en plus incontrôlé. Il en résulte :

;

- L'accroissement du chômage surtout au niveau des jeunes ;
- L'insécurité grandissante dans les villes et mêmes dans les hameaux ;
- Les tensions sociales avec son cortège de grèves et risque de troubles ;
- Etc.

C- COMMENT REDUIRE LES EFFETS DE LA CRISE?

Les stratégies qui nous semblent appropriées sont celles qui tendent à assurer un équilibre durable entre l'offre et la demande donc à soutenir durablement les prix. Il s'agit notamment de:

- promouvoir la recherche-développement et vulgariser les résultats ;
- créer un système de financement qui puisse soutenir la production (crédit associé à des subventions indirects) ;
- réajuster les mécanismes de régulation et de soutien des cours sur le marché mondial ;
- faire la promotion des exportations des cafés de qualité ;
- diversifier les sources de revenu des producteurs grâce aux programmes de diversification vers d'autres activités ;
- promouvoir des activités de transformation, permettant d'accroître la valeur ajoutée.

C-1- Promotion de la diversification verticale

La mondialisation de l'économie, qui aurait due être une chance de sortie de crise, s'accompagne de tensions, de difficultés, de frictions et parfois de frustrations qu'il nous faut surmonter, au risque de voir se creuser l'écart entre pays riches, producteurs ou consommateurs au Nord et pays pauvres au Sud. C'est pourquoi, si les gouvernements africains insistent, avec raison, sur la réduction de leur endettement, il est également urgent et vital de faire la promotion d'une industrialisation accrue dans les pays producteurs à partir des matières premières dont ils disposent en quantité et en qualité. Ainsi le montant de la réduction de la dette pourra être affecté à la promotion industrielle des produits agricoles.

Une telle approche volontariste de la problématique de la valorisation des produits de base est de nature à mettre nos économies nationales à l'abri de toute surprise désagréable à savoir :

- retournement de conjoncture,
- évolutions erratiques des marchés
- alternances des flambées de production et de prix
- retournements des prix.

Autrement dit, l'égalité parfaite établie entre produits tropicaux et cultures de rente destinées à la seule exportation sous leur forme primaire, doit être abandonnée pour ne privilégier que la promotion des exportations de produits semi-finis ou finis à forte valeur ajoutée.

Pour se faire, les priorités suivantes sont à envisager :

- Promotion d'une agriculture familiale moderne, responsable et compétitive ;
- Recherche systématique de la valorisation maximale de la production agricole;
- Mise en place méthodique des conditions d'un développement industriel vigoureux et compétitif.

Nous sommes convaincus, que dans un contexte de libéralisation des marchés, la valorisation des produits de base dans les pays africains, est un important facteur de développement économique et social

C-2- Promotion d'un développement durable de la caféculture

Dans un contexte de baisse des prix, les producteurs africains sont de plus en plus exclus des marchés mondiaux, face au renforcement des critères de commercialisation, en termes de volume, de fiabilité, de qualité, de traçabilité et de normes sociales des pays consommateurs. Le respect des critères impose des investissements toujours plus importants pour satisfaire aux exigences et aux spécifications établies. Il faut réduire le paradoxe entre l'appauvrissement des producteurs et la nécessité d'investir toujours plus.

La poursuite du développement durable exige un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré.

Lorsque de nombreuses personnes dépendent de l'agriculture, la simple survie nécessite souvent de puiser dans le stock de capital naturel et environnemental.

La forte croissance démographique, la dégradation de l'environnement et l'augmentation de la pauvreté sont la face d'une même médaille.

Là où l'extrême pauvreté est généralisée, l'Etat est affaibli.

L'instabilité engendrée par la lutte pour la survie, peut aggraver la situation de faiblesse économique et sociale de l'Etat.

La durabilité de l'économie caféière doit reposer sur le bien-être de tous les acteurs de cette filière y compris les producteurs qui constituent le maillon le plus faible de la chaîne. Une rémunération équitable à tous les échelons est indispensable. **JE VOUS REMERCIE**

Production par pays

En milliers de sacs (SOURCES OIC)

Brésil	27170
Autres	26984
Colombie	9300
Indonésie	7833
Vietnam	7333
Mexique	6193
Inde	4700
Guatemala	4500
Côte d'Ivoire	4167
Ouganda	4000
Ethiopie	3833

Million de sacs

